

Article 31 du Règlement

• (1405)

CUBA

M. Andrew Telegdi (Waterloo, Lib.): Monsieur le Président, nous célébrons aujourd'hui le 50^e anniversaire de relations diplomatiques ininterrompues entre le Canada et Cuba.

Nos deux pays conservent des rapports amicaux et divers sur le plan de la diplomatie, du commerce, des sciences, de la coopération économique et du tourisme. Dans le domaine des pêches, Cuba appuie les mesures que nous réclamons pour mettre un terme à la surpêche en haute mer.

Cuba est un pays en train de passer à une économie de marché et nous avons, avec lui, d'importants échanges commerciaux que nous devrions accroître. J'exhorte le ministre du Commerce international à rétablir la ligne de crédit de 30 millions de dollars accordée à Cuba pour que les entreprises canadiennes puissent profiter des nouveaux débouchés économiques qui s'ouvrent dans ce pays et accroître ainsi les échanges entre le Canada et Cuba.

* * *

[Français]

LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

M. Jean-Marc Jacob (Charlesbourg, BQ): Monsieur le Président, trois ans après que le vérificateur général ait attiré l'attention du gouvernement sur ce qu'il en coûte aux contribuables canadiens et québécois pour former un réserviste au sein des forces armées, soit 90 p. 100 du coût d'un soldat régulier, aucune mesure concrète n'a encore été prise pour éliminer ce gaspillage éhonté.

Or, la réserve canadienne, dont l'entraînement est inefficace et insuffisant, est la plus coûteuse au monde après celle de la Suisse, qui n'a pas d'armée. Elle coûtera cette année encore un milliard de dollars.

Il est quand même ironique que le gouvernement ait décidé de dissoudre en cachette le Conseil consultatif du statut de la femme pour économiser un maigre million de dollars, alors que le budget du ministère de la Défense nationale, qui s'élève à plus de 11 milliards de dollars, ait été coupé de moins de 5 p. 100 cette année.

* * *

[Traduction]

LA JUSTICE

M. Philip Mayfield (Cariboo—Chilcotin, Réf.): Monsieur le Président, les habitants de Quesnel, en Colombie-Britannique, sont outrés par notre prétendu système de justice.

Dimanche dernier, les agents de la GRC de Quesnel ont arrêté un jeune homme de 19 ans qui, selon des témoins, avait entraîné une femme âgée dans sa chambre d'hôtel, lui avait mis un couteau sur la gorge et l'avait violée brutalement. Lorsque le mari de la victime est intervenu, le violeur l'a poursuivi dans le

couloir et l'a menacé de son couteau. La collectivité espérait qu'on ferait justice.

La victime, qui était censée avoir atteint l'âge d'or, a subi un grave traumatisme et doit suivre une thérapie. Ce couple amoureux souffrira maintenant de la peur à jamais. Imaginez le choc qu'ont ressenti les habitants de Quesnel, lorsqu'ils ont vu que le violeur avait recouvré sa liberté en versant une simple petite caution de 1 000 \$.

Les Canadiens méritent mieux. Pendant que nos criminels peuvent suivre gratuitement des cours au collège et traîner dans les rues, après avoir versé des cautions ridicules, des gens dont la vie est brisée doivent se débrouiller tout seuls. Entre-temps, la population continue de se demander si le système de justice est là pour les victimes ou pour les criminels.

Le ministre de la Justice va-t-il enfin cesser de consacrer du temps à ses projets favoris en pure perte et commencer à prendre des mesures concrètes pour que notre système de justice soit vraiment digne de ce nom?

* * *

LES PÊCHES

Mme Bonnie Hickey (St. John's—Est, Lib.): Monsieur le Président, il y a 50 000 personnes sans emploi au Canada atlantique à cause de l'effondrement des pêches. Ces 50 000 personnes se sont vues dans l'obligation de demander l'aide du gouvernement pour pouvoir donner à manger aux leurs.

Au cours de la campagne électorale, les libéraux se sont engagés à aider les pêcheurs, à régler le problème de la surpêche étrangère et à prendre des mesures pour préserver les stocks de poisson qui restent. La semaine dernière, le gouvernement a respecté cet engagement à la lettre.

Au nom des habitants de ma circonscription, je voudrais remercier le ministre des Pêches et des Océans d'avoir adopté une position ferme face à la surpêche étrangère et d'avoir fait en sorte que le turbot ne connaisse pas le même sort que la morue. Au cours de la semaine dernière, j'ai reçu des messages par télécopieur, des pétitions et des lettres d'appui au ministre des Pêches et des Océans. Cet appui était vraiment justifié.

Aujourd'hui, les navires étrangers ne pêchent plus aux extrémités des Grands Bancs et s'apprentent à négocier des règles internationales plus strictes.

Je demande à tous les députés d'appuyer le ministre dans la lutte qu'il mène pour protéger et préserver les pêches canadiennes.

* * *

[Français]

LES FRANCOPHONES HORS QUÉBEC

Mme Pierrette Ringuette-Maltais (Madawaska—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, la députée bloquiste de Rimouski—Témiscouata et critique du ministère du Patrimoine canadien s'est pavanée à travers le pays pour dire aux communautés francophones que le Bloc leur était solidaire.

Et voilà, mardi, le rideau est tombé sur sa mise en scène et elle accuse les francophones de ce pays d'être des vendus.